



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Société générale

Question au Gouvernement n° 342

Texte de la question

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

M. le président. La parole est à M. Jean-Marc Ayrault, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Marc Ayrault. Monsieur le Premier ministre, depuis plusieurs mois, votre gouvernement annonce une amélioration de la situation économique et financière de notre pays.

M. Paul Giacobbi. Quelle clairvoyance !

M. Jean-Marc Ayrault. La dégradation des chiffres en matière d'inflation, de pouvoir d'achat, de dette publique, de commerce extérieur ne cesse de vous démentir et rend désormais toutes vos prévisions budgétaires de décembre dernier obsolètes.

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Au contraire !

M. Jean-Marc Ayrault. Depuis quinze jours, le Gouvernement nous dit que la tempête boursière, un peu comme le nuage de Tchernobyl, épargnera la France (*" Oh ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Mme Lagarde, votre ministre de l'économie, nous a même expliqué la semaine dernière que notre système bancaire avait évité les excès américains. Le scandale de la Société générale est venu une nouvelle fois " ruiner " cet optimisme. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Richard Mallié. Cela n'a rien à voir ! Vous êtes le roi de l'amalgame !

M. Jean-Marc Ayrault. En dépit des affirmations hâtives des autorités politiques et financières sur la responsabilité d'un " homme seul ", de nombreuses interrogations, pour ne pas dire de suspicions, pèsent sur la participation de la banque aux folies spéculatives du marché boursier. Cette politique du bouc émissaire, monsieur le Premier ministre, est un peu courte.

Les déclarations contradictoires du Président de la République, de vous-même, de votre ministre, Mme Lagarde, sont particulièrement étonnantes. Et que vous ayez été informé très tardivement de cette crise, de ce scandale, est particulièrement incroyable.

Ce qui est en cause dans cette affaire, c'est, au-delà d'une seule entreprise, la frénésie spéculative, l'opacité des procédures, l'irresponsabilité des dirigeants de la banque, la consanguinité des conseils d'administration, des fameux noyaux durs qui ont été constitués à une certaine époque. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Dans ce contexte, la politique de l'autruche n'est plus de saison. Monsieur le Premier ministre, mes questions sont simples.

Comment allez-vous remettre de l'ordre dans notre système bancaire ? Comment allez-vous éviter que les particuliers et les petites et moyennes entreprises ne soient pénalisés, dans leur activité, par le risque très fort de réduction du crédit ? Comment allez-vous construire une réponse européenne aux menaces de récession ? Monsieur le Premier ministre, je vous ai écrit la semaine dernière au nom des députés du groupe socialiste, radical et citoyen. Je vous ai demandé d'organiser ici même un débat, après une déclaration du Gouvernement. Aujourd'hui, je renouvelle cette demande d'un débat à l'Assemblée nationale, au Sénat, avant les élections municipales,...

M. Richard Mallié. Comme pour le Crédit Lyonnais ?

M. Jean-Marc Ayrault. ...sur la nouvelle donne économique et financière.

Nous vous demandons simplement de venir vous expliquer devant la représentation nationale. À force de piloter dans le brouillard, vous menez tout droit le pays dans un plan d'austérité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. le président. La parole est à M. François Fillon, Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. La constance avec laquelle, monsieur Ayrault, le parti socialiste annonce un plan d'austérité qui n'est pas venu, et qui ne viendra pas, n'apporte pas de solution au problème du manque de transparence des marchés financiers, et ne pèse pas lourd par rapport aux initiatives que nous, nous avons prises depuis le mois d'août dernier face à la crise financière. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. Christian Paul. Avec quel résultat !

M. le Premier ministre. Je veux rappeler que dès le mois d'août dernier, le Président de la République avait saisi Mme Merkel, alors présidente de l'Union européenne, d'une demande de réunion d'un Conseil européen pour adopter des positions nouvelles par rapport à cette question de la transparence des marchés et de la sécurité des échanges financiers.

M. Jean-Marie Le Guen. Et alors ?

M. François Hollande. Le résultat est là !

M. le Premier ministre. Mme Merkel et M. Brown ont rejoint M. Sarkozy, pendant l'automne, sur la constatation qu'une réforme de notre système financier était nécessaire. Une première étape se déroule aujourd'hui même, puisque, à Londres, sont réunis le Président de la République française, la Chancelière allemande, le Premier ministre britannique et le chef du Gouvernement italien, avec le président de la Commission européenne, pour bâtir une rencontre qui nous permettra, à nous Européens, de proposer à l'ensemble des pays développés des réformes profondes de notre système financier, pour assurer une plus grande sécurité et une plus grande régulation.

S'agissant des banques françaises, dès l'automne, nous avons, avec Mme Lagarde, mis en place un observatoire qui nous a permis de suivre, mois après mois, l'évolution du volume de crédit consenti aux entreprises françaises.

M. François Hollande. Quelle efficacité !

M. Bruno Le Roux. Bravo !

M. le Premier ministre. Et depuis le mois d'août, ce volume n'a pas diminué. Nous serons, avec Mme Lagarde, extrêmement attentifs à cette question, qui est fondamentale pour la sécurité de nos entreprises et pour la croissance économique de notre pays.

J'ai entendu ce matin des responsables socialistes qui s'exprimaient, à la télévision, avec beaucoup de sens des responsabilités et avec beaucoup de courage sur cette question. J'aimerais que ce soit le cas de tous, et en particulier de vous, monsieur Ayrault. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marc Ayrault](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 342

Rubrique : Banques et établissements financiers

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 janvier 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 janvier 2008